

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-15-05 DU 21 DECEMBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 21 décembre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 15 décembre, conformément aux articles L 2121-7, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Daniel Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 26
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 5
Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : 2

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, M. LORiot-CARNIS, Y. TOUYERAS, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE, J.N. SALMON, K. HALLOUL, A. VERJUS, A. SAGIROGLU, A.V. MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :

J.C. DURA pouvoir à L. DI SANTO
G. GENTHON pouvoir à C. GUETAT
Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT
C. DUMOULIN pouvoir à A. VERJUS
L. NASSISI pouvoir à A.V. MITTENDORFER

ABSENTS EXCUSES : N. GUSTO, B. JAN

OBJET : CALENDRIER 2021 DE DEROGATION AU REPOS DOMINICAL DES SALARIES DANS LES COMMERCEs DE DETAIL

NOTE DE SYNTHESE

La loi du 6 août 2015 relative à la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques prévoit la possibilité de déroger au principe du repos dominical des salariés dans les commerces de détail dans la limite de 12 dimanches par an.

Le maire doit recueillir l'avis du conseil municipal et, si le nombre de dimanches bénéficiant d'une dérogation est supérieur à cinq, l'avis conforme du conseil communautaire de l'agglomération.

Le calendrier de ces dérogations est arrêté avant le 31 décembre pour l'année suivante.

L'avis des partenaires sociaux doit également être sollicité préalablement à l'arrêté municipal.

Les dérogations sont collectives et peuvent être accordées par branche d'activité.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-15-05 DU 21 DECEMBRE 2020

Les dérogations municipales au repos dominical des salariés concernent uniquement les activités de commerce de détail.

Les commerces de détail alimentaire bénéficient d'une dérogation permanente les dimanches jusque 13 h. Les dérogations municipales peuvent leur permettre d'ouvrir également l'après-midi dans la limite de douze dimanches par an.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m², lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L3133-1 du code du travail, à l'exception du 1^{er} mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches susmentionnés, dans la limite de trois dans l'année civile.

L'employeur utilisant la dérogation municipale fera bénéficier chaque salarié privé de repos dominical, outre d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, d'un repos compensateur équivalent en temps.

Des arrêtés préfectoraux prévoient un calendrier spécifique de fermeture des établissements ou partie d'établissements exerçant les activités de boulangerie, terminaux de cuisson de pain, dépôts de pain, vente au détail de caravanes et accessoires, vente au détail de fourrures et cuirs confectionnés, de commerces de détail d'articles neufs de l'ameublement.

Concernant les commerces de détail de la branche professionnelle vente et réparation automobile, le CNPA (Conseil National des Professions de l'Automobile) a fait part de son souhait de dérogation au repos dominical pour les dimanches suivants en 2021 : 17 janvier, 14 mars, 13 juin, 19 septembre et 17 octobre.

Concernant les commerces de détail de l'ensemble des branches professionnelles à l'exception des commerces de détail de vente et réparation automobile, nous ont fait part de leurs souhaits de dérogation au repos dominical les dimanches suivants en 2021 :

- le supermarché Casino : 3 janvier, 4 avril, 10 avril, 2 mai, 9 mai, 23 mai, 20 juin, 5 septembre, 5 décembre, 12 décembre, 19 décembre, 26 décembre ;
- la compagnie de Phalsbourg : 10 janvier, 4 avril, 16 mai, 27 juin, 4 juillet, 5 septembre, 3 octobre, 31 octobre, 28 novembre, 5 décembre, 12 décembre, 19 décembre.

La présente délibération a pour objet d'émettre un avis sur la proposition suivante de calendrier de dérogation au repos dominical des commerces de détail pour l'année 2021.

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201221-2020-15-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-15-05 DU 21 DECEMBRE 2020

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 3132-26 du Code du Travail fixant les modalités selon lesquelles le repos dominical peut être supprimé par décision du maire dans les commerces de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche,

Vu la loi du 6 août 2015, relative à la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, modifiant ces modalités,

Vu la liste d'activités qui bénéficient de dérogations permanentes liées aux contraintes de production ou aux besoins du public, définie par l'article R. 3132-5 du code du travail,

Vu l'avis favorable de la commission Attractivité du territoire du 10 novembre 2020,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré par 29 voix pour et 2 voix contre,

EMET un avis favorable sur la proposition suivante de calendrier de dérogation au repos dominical des commerces de détail pour l'année 2021 :

- Pour les commerces de détail de l'ensemble des branches professionnelles à l'exception des commerces de détail de vente et réparation automobile : les dimanches 10 janvier, 4 avril, 16 mai, 27 juin, 4 juillet, 5 septembre, 3 octobre, 31 octobre, 28 novembre, 5 décembre, 12 décembre, 19 décembre ;
- Pour les commerces de détail de la branche professionnelle vente et réparation automobile : les dimanches 17 janvier, 14 mars, 13 juin, 19 septembre et 17 octobre.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

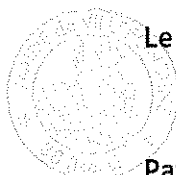
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 21 décembre 2020

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



Patrick NICOLAS

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201221-2020-15-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception en préfecture : 23/12/2020